

CURRICULUM VITAE

Véronique BERTILE

Université de Bordeaux
C.E.R.C.C.L.E.
4, rue du Maréchal Joffre - CS 61752
33 075 Bordeaux cedex
Tel : 05 56 01 81 40
E-mail : veronique.bertile@u-bordeaux.fr



Née le 21 mars 1978 à Saint-Denis (974)

SITUATION STATUTAIRE

- 2017-...** **Maître de conférences en Droit public**, Université de Bordeaux
- 2015-2017** **Ambassadrice déléguée à la coopération régionale dans la zone Antilles-Guyane**, Ministère des Affaires étrangères et du Développement international
- 2014-2015** **Conseillère technique** au Cabinet de la Ministre des Outre-mer
- 2007-2014** **Maître de conférences en Droit public**, Université de Bordeaux
- 2006-2007** **Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER)** de Droit public, Université Montesquieu-Bordeaux IV
- 2005-2006** **Vacataire**, Université de La Réunion
- 2003-2005** **Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER)** de Droit public, Université Montesquieu-Bordeaux IV
- 2000-2003** **Allocataire de recherche – moniteur de l'enseignement supérieur**, Université Paul Cézanne Aix-Marseille III

DIPLÔMES UNIVERSITAIRES

- 2000-2005** **Doctorat en Droit public**, mention Très Honorable avec les félicitations du jury :
- Titre de la thèse : « *Langues régionales ou minoritaires et Constitution – France, Espagne et Italie* ».
- Thèse soutenue publiquement le 6 juin 2005 à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- Jury : M. Jean du BOIS de GAUDUSSON, Professeur à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, Président honoraire de l'Université ;
M. Guy CARCASSONNE, Professeur à l'Université Paris X-Nanterre ;

M. Ferdinand MÉLIN-SOUCRAMANIEN, Professeur à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV (*Directeur de thèse*) ;
M. Hugues MOUTOUH, Professeur à l'Université de Caen Basse Normandie (*Rapporteur*) ;
M. André ROUX, Professeur à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence ;
M. Michel VERPEAUX, Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (*Rapporteur*).

- 1999-2000** **DEA de Droit public**, option Droits fondamentaux, mention Bien, Université Paul Cézanne Aix-Marseille III.
- 1998-1999** **Maîtrise en Droit public**, mention Assez Bien, Université Paul Cézanne Aix-Marseille III.
- 1997-1998** **Licence en Droit**, mention Bien, Université Paul Cézanne Aix-Marseille III.
- 1995-1997** **DEUG de Droit**, mention Assez Bien, Université Paul Cézanne Aix-Marseille III.
- 1994-1995** **Baccalauréat** Littéraire spécialité mathématiques, mention Assez Bien, Lycée français Charles de Gaulle à Londres.

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

Année en cours

Université de Bordeaux

Cours d'**Institutions administratives**, L1 Droit
Cours de **Droit constitutionnel**, L1 AES
Cours de **Droit administratif**, L2 AES
Cours de **Droit de l'Union européenne**, L2 AES

Institut d'Études Politiques de Bordeaux

Cours d'enseignement spécialisé, **Filière France-Caraïbes (FIFCA)**, 4^e année

Années antérieures

Université Montesquieu-Bordeaux IV

Cours magistraux :

Droit constitutionnel, Licence 1 Droit
Institutions juridictionnelles, Licence 1 Droit
Problèmes juridiques, philosophiques et sociaux contemporains, Licence 1 Droit
Droits constitutionnels européens, Licence 2 Droit
Institutions européennes, Licence 1 AES
Société française contemporaine, Licence 1 AES

Droit communautaire, Licence 2 AES
Organisation juridique des territoires, Licence 3 Institut du Développement Local
Finances et financement des collectivités locales, Licence 3 Institut du Développement Local
Contentieux constitutionnel comparé, Master 1 Droit public
Systèmes juridiques africains, Master 1 Dynamiques africaines

Travaux dirigés :

Droit constitutionnel, Licence 1 Droit
Droit administratif général, Licence 2 Droit
Droit international public, Licence 3 Droit
Droit des libertés fondamentales, Licence 3 Droit
Droit de la fonction publique, Licence 3 Droit
Droit constitutionnel comparé, Master 1 Droit public
Note de synthèse, IEJ, préparation ENM/CRFPA

Institut d'Études Politiques de Bordeaux

Droit constitutionnel, conférences de méthodes, 3^e année.
Études politiques, tutorat, 1^e année.

Université de La Réunion

Droit administratif, Travaux dirigés, Licence 2 Droit

Université Paul Cézanne Aix-Marseille III

Droit constitutionnel, Travaux dirigés, Licence 1 Droit
Droit administratif, Travaux dirigés, Licence 2 Droit
Introduction au droit et Méthodologie juridique, Travaux dirigés, Licence 1 Droit

RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES ET PÉDAGOGIQUES

- 2012-2014** **Responsable pédagogique du Master Dynamiques Africaines (MIDAF)**,
Université Montesquieu-Bordeaux IV
- 2008-2010** **Enseignant-référent** (plan « Réussir en licence »), Licence 1 AES
- 2008-2009** **Tuteur enseignant** programme Erasmus Mundus - External Cooperation
Window (ECW)
- 1998-1999** **Tuteur** pour les étudiants étrangers

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

Depuis 2003 Membre du **Groupe de Recherches Comparatives sur le droit Constitutionnel, Administratif et Politique (GRECCAP)**, équipe du **Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État (CERCCLÉ)**.

- **Ouvrage**

Langues régionales ou minoritaires et Constitution. France, Espagne et Italie, Bruylant, Coll. Droit public comparé et européen, 2008, 516p.

- **Articles**

« **Pourquoi il faut ratifier la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires** », *Cahiers français*, n°381, juillet-août 2014, pp. 70-75.

« **Mayotte et La Réunion, départements français de l'océan Indien** », in F. MÉLIN-SOUCRAMANIEN (dir.), *Espaces du service public. Mélanges en l'honneur de Jean du Bois de Gaudusson*, Presses Universitaires de Bordeaux, Coll. Université Montesquieu-Bordeaux IV, 2014, Tome II.

« **Les langues de l'outre-mer français : des langues régionales ou minoritaires ?** », in J. BUSQUETS, S. PLATON et A. VIAUT (dir.), *Identifier et catégoriser les langues minoritaires en Europe occidentale*, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2014, pp. 139-150.

« **La moralisation de la vie publique à travers l'exemple de la Commission Jospin** », in C. GROULIER (dir.), *L'État moralisateur*, Mare et Martin, Coll. Droit et Science politique, 2014, pp. 201-209.

« **L'exigence de solidarité nationale** », in P. LISE et F. MÉLIN-SOUCRAMANIEN (dir.), *Outre-mer et devise républicaine*, L'Harmattan, 2012.

« **L'article 75-1 de la Constitution : vers une (r)évolution du cadre juridique des langues régionales ?** », in CLAIRIS C., COSTAOUEC D., COYOS J.-B., JEANNOT-FOURCAUD B. (ed.), *Langues et cultures régionales de France. Dix ans après*, L'Harmattan, Coll. Logiques sociales, 2011, pp. 85-99.

« **L'approche juridique française du rapport langue/espace** », in VIAUT A. et PAILHÉ J. (dir.), *Langue et espace*, MSHA, 2010, p. 69.

« **Transferts de compétences et autonomie réelle, le cas des collectivités territoriales d'outre-mer** », in BRISSON J.-F. (dir.), *Les transferts de compétences de l'État aux collectivités locales*, L'Harmattan, Coll. Droit des collectivités territoriales, 2009, 593p.

« **La notion de "population d'outre-mer"** », in MÉLIN-SOUCRAMANIEN F. (dir.), *L'outre-mer français : un « modèle » pour la République ?*, Presses Universitaires de Bordeaux, 2008, 181p.

« **Le statut juridique des langues à La Réunion : perspectives nationales et européennes** », in STAUDACHER-VALLIAMEE G., *L'écriture et la construction des langues dans le sud-ouest de l'océan Indien*, L'Harmattan, 2007, 290p.

« **L'intérêt pour agir des parlementaires devant le juge administratif** », *Revue française de Droit constitutionnel*, 2006, n°68, pp.825-836.

- **Communications**

« **Statut, institutions et ressources humaines : le cas de La Réunion** », Colloque organisé par le Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe (CRPLC) et la Délégation sénatoriale à l'outre-mer le 10 avril 2014, *Un kaléidoscope de l'autonomie locale. Théorie, pratique institutionnelle et déclinaisons ultramarines*.

« **L'emploi public dans les collectivités des outre-mer : analyse juridique, statistique et sociologique** », 3^{es} Rencontres des collectivités des outre-mer du 3 au 7 juin 2013, *Les outre-mer face aux enjeux de la gouvernance : l'emploi public local au service du développement des territoires*, CNFPT, INSET d'Angers.

« **Les différentes déclinaisons de l'autonomie à travers l'article 74 de la Constitution** », Colloque organisé par le CRPLC le 9 février 2011 au Sénat, *Les collectivités françaises situées outre-mer à l'épreuve des évolutions statutaires et de la réforme territoriale*.

« **Les droits culturels de l'immigrant indien** », *Les migrations indiennes dans l'océan Indien*, Colloque international des 10 et 11 décembre 2009, Université de La Réunion.

« **Le concept d'usage public pour les langues régionales ou minoritaires** », *De la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires à la révision constitutionnelle de 2008 : influences ou convergences ?*, Colloque international des 23-25 septembre 2009, Faculté pluridisciplinaire de Bayonne.

- **Notes de jurisprudence**

Note sous la décision du Conseil constitutionnel n°**2006-541 DC du 28 septembre 2006** *Accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens (Accord de Londres)*, *Revue française de Droit constitutionnel*, 2007, n°70, pp.298-307.

Note sous la décision du Conseil constitutionnel n°**2001-452 DC du 6 décembre 2001** *MURCEF*, *Revue française de Droit constitutionnel*, 2002, n°49, pp.181-191.
Dalloz, Sommaires commentés, 20 juin 2002, n°24, pp.1952-1953.

- **Publications électroniques**

« **L'occitan dans tous ses États** », *Revista Vam*, décembre 2013, www.revistavam.com

« **Les langues régionales entrent dans la Constitution** », *Blog français de droit constitutionnel*, 27 août 2008, <http://www.bfdc.org/article-22289449.html>

DISTINCTION

2009 Prix Koenigswarter de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, Institut de France, pour l'ouvrage *Langues régionales ou minoritaires et Constitution. France, Espagne et Italie*, Bruylant, Coll. Droit public comparé et européen, 2008, 516p.